



Vulnérabilité et résilience des populations au Nord-Cameroun (1960-2022)

Amadou BELLO

Université de Ngaoundéré, Cameroun

ahmedbello632@gmail.com

Résumé : Le Nord-Cameroun qui regroupe trois régions administratives géographiquement liées, à savoir : l'Adamaoua, le Nord et l'Extrême-Nord, qui furent autrefois la province du Nord, contient plusieurs paramètres qui illustrent à suffisance le degré élevé de sa vulnérabilité communautaire et environnementale. Malgré sa démographie croissante, c'est-à-dire son marché de consommation, le dynamisme de sa population visible de par les activités agropastorales et minières, le Nord-Cameroun reste un espace géographique fragile. Les conséquences de cette faiblesse sont énormes. Le retard de développement socioéconomique est le plus significatif. Malgré cette situation de précarité moins médiatisée, les populations s'organisent tant bien que mal à résister et à survivre tout en cachant parfois leur désarroi. Au même moment, le Cameroun tout entier veut définitivement être pays émergent à l'horizon 2035, conformément à sa vision. Pour peindre la vulnérabilité et les stratégies d'adaptation communautaire au Nord-Cameroun, la collecte, le traitement et l'analyse des données du terrain au travers des interviews, et la prise d'images, complétées de la littérature y relative, ont été déterminants pour la présente étude. Les résultats obtenus après une démarche pluridisciplinaire démontrent incontestablement que la fragilité communautaire du Nord-Cameroun est due à la faillite de plusieurs opérateurs économiques, suivie de la pauvreté, des conflits interfamiliaux et intercommunautaires, des catastrophes naturelles et de l'insécurité rurale et urbaine. Dans le but de faire face à ce problème, les populations développent des stratégies de résilience à travers les activités génératrices de revenus relevant pour la plupart de l'informel et le développement d'un communautarisme primaire avec l'accompagnement des pouvoirs publics.

Mots-clés : Vulnérabilité, Résilience, Nord-Cameroun

Vulnerability and resilience of populations in North Cameroon (1960-2022)

Abstract: North Cameroon, which brings together three geographically linked administrative regions, namely: Adamaoua, the North and the Far North, which was formerly the North Province, has several parameters that sufficiently illustrate the high degree of its community and environmental vulnerability. Despite its growing demography, or consumer market, the dynamism of its population visible through agropastoral and mining activities, Northern Cameroon remains a fragile geographical space. The consequences of this weakness are enormous. The lag in socio-economic development is the most significant. Despite this less publicized situation of precariousness, the populations somehow organize themselves to resist and survive while sometimes hiding their distress. At the same time, Cameroon definitely wants to be an emerging country by 2035, in accordance with its vision. To paint the vulnerability and community adaptation strategies in North Cameroon, the collection, processing and analysis of field data through interviews, and the taking of images, supplemented by the related literature, were crucial for this study.

The results obtained after a multidisciplinary approach have proven incontestably that the community fragility of North Cameroon is due to the bankruptcy of several economic operators, poverty, inter-family and inter-community conflicts, natural disasters and rural and urban insecurity. In order to overcome this problem, the populations are developing resilience strategies through relevant income-generating activities related to informal sector and the development of a primary communitarianism with the support of the public authorities.

Keywords: Vulnerability, Resilience, North Cameroon.

Introduction

La recherche permanente du bien-être et de mieux-être par les populations camerounaises en général et celles du Nord-Cameroun en particulier, a été leur cheval de bataille depuis l'indépendance en 1960 jusqu'en 2021, voire plus. La présente étude sur la vulnérabilité et la résilience des populations au Nord-Cameroun a pour objectif de mettre en exergue les fondements même de cette fragilité tout en précisant ses effets avant de montrer comment les communautés s'organisent pour y faire face. La vulnérabilité dont il est question ici est celle qui touche à la fois les espaces géographiques et les considérations sociétales, en tant que propension à l'endommagement. Leone (2006, p.10). Ce qui contraste légèrement avec les considérations selon lesquelles la vulnérabilité se réduit à la simple situation de victime des catastrophes naturelles. De ce point de vue, celle liée uniquement aux espaces géographiques et aux communautés exposées aux menaces d'origine naturelle, reste simplement une composante incontestable de l'appréciation du risque. Cette conception de la vulnérabilité qui touche aussi bien les populations que leur espace de vie, est celle qui permet de comprendre sa gravité au Nord-Cameroun. La résilience, quant à elle, est considérée dans cette étude comme la capacité des populations à s'adapter aux différents chocs qui menacent leur survie, en mettant en œuvre des stratégies communes ou individuelles plus ou moins efficaces. De ce qui précède, il convient de souligner que suite aux évidences, certaines populations du Nord-Cameroun vivent dans des conditions climatiques parfois extrêmes où les températures à certaines périodes de l'année sont supérieures à 45°C. Les terres deviennent ainsi arides, et sont favorables exclusivement aux cultures saisonnières que pratique la quasi-totalité des populations vivant avec moins d'un dollar par jour. Dès lors, comment les populations du Nord-Cameroun parviennent-elles à vivre dans des conditions extrêmes de vulnérabilité ? La réponse à cette interrogation centrale, dans une démarche dynamique et multidisciplinaire, présente les fondements de la vulnérabilité au Nord-Cameroun et les stratégies de résilience implémentées par les populations vivant dans cet espace géographique avec l'appui des pouvoirs publics.

1. Les fondements de la vulnérabilité au Nord-Cameroun

Les fondements de la vulnérabilité au Nord-Cameroun sont multiples et variés. Ils vont d'une part, de la faillite des hommes d'affaires et de la pauvreté ambiante entraînant le plus souvent des conflits interfamiliaux et même inter-ethniques et d'autre part, de la faiblesse accentuée par les phénomènes naturels à l'instar des inondations et de la sécheresse aboutissant à la recrudescence des maladies.

1.1. *La faillite et la pauvreté*

La succession des faits économiques de nature à réduire ou à supprimer la marge bénéficiaire des hommes d'affaires entraîne forcément le dépôt du bilan et la faillite définitive. Dans ce registre figurent entre autres, la mauvaise gestion, la problématique de l'héritage, la non maîtrise des procédures fiscales par beaucoup d'opérateurs économiques et même l'investissement par imitation sans étude de faisabilité. Il s'agit des paramètres ayant entraîné la faillite de plusieurs industriels du Cameroun septentrional. Il convient d'étudier quelques-uns pendant la période allant de 1990 à 2014, afin de relever l'ampleur de la situation.

Dans la région de l'Adamaoua, cinq sociétés ayant déposé le bilan ont engendré la faillite de leurs principaux promoteurs. Il s'agit de la Société Camerounaise des Tôles (SOCATOL) installée à Ngaoundéré en 1993 par Sali Moussa. Elle était spécialisée dans la production et la commercialisation des tôles ondulées. Cette entreprise a été scellée en 2009 par les services des impôts suite aux difficultés fiscales¹. Jusqu'en 2022, Sali Moussa n'a pas pu reprendre les activités de cette unité de production malgré les installations encore fonctionnelles. La Tannerie Moderne de la Vina (TMV) appartenant à Youssoufa Sidiki, acquise par privation de la Tannerie du Cameroun (TANICAM) en 1995, basée à l'entrée Est de la ville de Ngaoundéré, non loin du fleuve Vina, en est un autre cas assez illustratif. Pour des difficultés d'approvisionnement en matière-première qu'est la peau du bétail, cette industrie spécialisée dans la production et la commercialisation du cuir, gang et semelles des chaussures, a fermé ses portes en 2000. En effet, la concurrence dans l'achat de la peau brute avec le Nigéria a été fatale pour la TMV, même comme elle est installée dans une zone d'élevage bovin par excellence. L'on déduit aisément qu'en matière industrielle, il faut maîtriser l'approvisionnement en matière-première. Il en est de même de la Société Générale du Lait (SOGELAIT) et de la Société de lait *Barkehi Djoumbal*, installées respectivement à Ngaoundéré en 1996 et Banyo en 1998. Toutes

¹ Abdoul-Wahab, ex-Directeur Général de SOCATOL, entretien du 18 juin 2022 à Ngaoundéré.

spécialisées dans la transformation du lait en produits laitiers et leur distribution, elles ont été confrontées aux problèmes de management résultant de la mésentente entre l'équipe dirigeante et les coopérateurs fournisseurs du lait à SOGELAIT ; ce conflit a eu pour conséquence le non paiement des impôts et la fermeture. Pour la Société de lait *Barkehi Djoumbal* une gestion familiale catastrophique était à l'origine de son arrêt de fonctionnement. La Société des Moulins du Nord-Cameroun (SMNC) n'échappe pas à cette mésaventure. Créée en 1999 à Ngaoundéré par Sali Moussa cité plus haut, avec pour principale activité la transformation du blé en farine, la SMNC a arrêté sa production onze ans plus tard suite à la hausse du prix du blé à l'international. Cette situation s'est aggravée du fait que le Cameroun ne produit pas le blé nonobstant ses prédispositions, ce qui oblige la SMNC à s'approvisionner soit en Russie, soit en Afghanistan.

Dans la région du Nord, une seule industrie a intéressé la présente étude, il s'agit de la Société Industrielle de Transformation des Oléagineux en abrégé SITRON. Créée en 2003 et fermée en 2012, cette entreprise qui produisait et commercialisait l'huile raffinée d'arachide de marque OLEANORD, très prisée à son époque, n'a pas survécu suite au désaccord entre promoteurs. Une telle mauvaise expérience a été renforcée par la concurrence avec la SODECOTON qui avait l'exclusivité dans la transformation des oléagineux dans la région.

À l'Extrême-Nord, cinq industries ont fait faillite, il s'agit de la NOTACAM, du Sahel Industry, de la SIPROMAC, de MINERAH et de SIFPEN. La Nouvelle tannerie du Cameroun tout comme la TMV sont la propriété de Youssoufa Sidiki de Maroua. La NOTACAM transforme aussi la peau en cuir et autres produits de la maroquinerie. Malheureusement, elle comme sa sœur de Ngaoundéré, dépose le bilan en 2005 après seulement quinze années de production pour les mêmes causes expliquées ci-dessus. Propriété de Yaya Bello, Sahel Industry, quant à elle, produisait et commercialisait les chaussures pour femmes et enfants entre 1990 et 2011, année de l'arrêt de son fonctionnement. Ici aussi, le problème de management et la concurrence avec le Nigeria qui livrait les mêmes articles aux commerçants de Maroua aux prix inférieurs que ceux pratiqués par Sahel Industry, furent la cause de la culbute de ladite société. La Société Industrielle de Production des Matériaux de Construction (SIPROMAC) qui a fonctionné de 1998 à 2014 a fermé suite à la naissance de l'insécurité transfrontalière orchestrée par *Boko-Haram* depuis 2014. Son appartenance au point-franc industriel de Maroua, qui l'obligeait à exporter 80% de sa production afin de bénéficier des allègements fiscaux, est à l'origine de sa fermeture puisque le principal pays d'exportation de sa production n'est plus accessible du fait de l'insécurité. Les industries MINERAH et SIFPEN (Société Industrielle de

Production de l'Extrême-Nord), créées en 2003 et 2005, ont fermé en 2006 et 2013 respectivement pour des raisons de mangement. La dernière qui est une propriété chinoise, a confié sa direction à un camerounais de comportement peu orthodoxe qui aurait privilégié ses intérêts personnels. Globalement « *sur vingt industries créées entre 1982 et 2014, onze ont déposé le bilan, soit 55% de taux de fermeture* » (Amadou Bello, 2018, p.238).

Dans l'ensemble, la fermeture de toutes ces industries a non seulement entraîné la faillite ou la diminution significative des avoirs de leurs promoteurs, mais aussi et surtout le chômage technique des milliers d'employés qui tombent dans l'engrainage de la vie sans revenus ou alors de la pauvreté tout simplement.

Publié en 2001, le rapport principal de la deuxième Enquête Camerounaise auprès de Ménages (ECAM II) précisait que « *l'incidence, l'intensité et la sévérité de la pauvreté étaient plus perceptibles dans les régions de l'Extrême-Nord, du Nord, de l'Adamaoua et du Nord-Ouest* » (Institut National de la Statistique, 2001, p.34). En 2014, selon le rapport de l'ECAM4, une autre étude toujours réalisée par l'Institut National de la Statistique, « *les taux de pauvreté des régions de l'Adamaoua, du Nord et de l'Extrême-Nord étaient respectivement de 47,1%, 67,9% et de 74,4%* ». Là encore, elles occupent les derniers rangs sur dix régions du Cameroun, pendant que celle du Sud-Ouest enregistrait 18,2% (INS, 2014). Le degré de pauvreté même à l'intérieur de ces trois régions qui constituent le Cameroun septentrional, n'est pas identique. C'est pour cette raison que « *la pauvreté est aussi endémique dans cette partie du pays avec plus de sévérité à l'Extrême-Nord* » (Amadou Bello, 2020, p.126). La particularité de l'Extrême-Nord, au regard de son climat plus rude, de sa proximité avec le désert et de son éloignement par rapport à Yaoundé (1254 km) qui est la capitale politique et de Douala (1453 km), capitale économique du Cameroun, rend les populations de cette région plus vulnérables que celles de deux autres. Par ailleurs, les activités génératrices de revenu des populations septentrionales sont de nature à limiter leur épanouissement et à les maintenir dans la précarité. Plusieurs de ces activités se rapportant « *à l'agriculture de subsistance, à l'élevage traditionnel du bétail, du petit ruminant et de la volaille, du commerce, de l'artisanat, du transport urbain et interurbain moins organisé et d'autres sont exercées par les populations du Nord-Cameroun* » (Amadou Bello, 2020, p.129). Le dénominateur commun de ces activités est le fait qu'elles relèvent pratiquement toutes de l'informel et par conséquent moins productives. Au Cameroun, le secteur informel désigne les entreprises individuelles ne possédant pas de numéro de contribuable délivré par l'administration fiscale et/ou n'élaborant pas de comptabilité formelle (INS, 2006). Par conséquent, le camouflage observé par ces opérateurs économiques empêche leur expansion et les maintient dans une paupérisation presque irréversible. Aussi, est-il fait état de

ce que « le secteur informel est dominé par le secteur agricole et donc primaire, et représente 55.2% du PIB informel » (Idrissou Alioum, 2016, p.3). L'agriculture dont il est question ici est celle de subsistance. C'est le surplus qui est vendu parfois au champ, c'est-à-dire avant la récolte. Il s'agit d'une pratique destructive qui renforce la dépendance des producteurs du secteur primaire aux acheteurs venant soit du Nigéria pour ce qui est du maïs, riz, sorgho et parfois du bétail, soit du Tchad pour l'achat du gingembre et d'autres spéculations dont ils ne disposent pas. Ainsi, « les producteurs concernés sont permanemment dépendants de leurs clients et travaillent régulièrement sans la moindre épargne » (Amadou Bello, 2020, p.130). Sans épargne, aucun investissement n'est possible et sans investissement, la croissance individuelle et globale devient un rêve (Adam Smith, 1776). Parfois, ces acteurs économiques de la basse classe vivent dans les dettes afin de faire face à leurs charges familiales incompressibles telles que les dépenses liées à la santé, à la nutrition, à l'habillement ou encore à la scolarité de leurs progénitures. Ce qui a pour implication directe, la survie avec moins d'un dollar par jour ; d'où la pauvreté permanente. Par ailleurs, plus de la moitié de la population septentrionale vit en dessous du seuil de pauvreté monétaire. En 2014 au Cameroun, selon Mebada, le « seuil de pauvreté monétaire de 339 715 FCFA par an, soit 931 FCFA par jour par équivalent adulte, calculé à partir des dépenses de consommation finale des ménages, l'incidence de la pauvreté se situe à 37,5% en 2014, contre 39,9% en 2007 » (Mebada, 2018, pp.1-2). Si l'on considère que les trois régions septentrionales sont comptées par les plus pauvres du pays, cette situation de pauvreté vulnérabilisante se renforce davantage, ce qui conduit le plus souvent à des conflits interminables.

1.2. Les conflits interfamiliaux et intercommunautaires

L'évolution de l'esprit capitaliste et l'égoïsme irréversible avec l'occidentalisation du comportement africain et nord-camerounais sont à l'origine des divisions et des guerres fratricides autour des biens communs ou de l'héritage. Généralement ces biens sont les maisons, les terrains, les bœufs, les champs et d'autres petites commodités. Ainsi, l'on enregistre graduellement l'augmentation des conflits interfamiliaux dus à la volonté manifeste de certains acteurs de s'accaparer les biens familiaux. La raréfaction desdits biens et le nombre assez important des copropriétaires ou des héritiers, renforcent les conflits parfois fratricides. Malgré les résolutions des tribunaux coutumiers logés dans les lamidats, les sultanats ou les royaumes, avec l'utilisation du Coran² pour

² Le Coran est utilisé par le tribunal coutumier pour faire jurer les musulmans sur une affaire. S'il arrive que celui qui jure sur le Coran mente, il perd la vie dans les jours qui suivent. Ainsi, les menteurs généralement

établir les responsabilités et prendre des décisions, une augmentation fulgurante des conflits de cette nature s'enregistre chaque année. Les cas qui n'ont pas pu être solutionnés au niveau des tribunaux coutumiers, sont transférés aux instances juridiques mises en place par le gouvernement. Notamment les tribunaux de 1^{ère}, grande instances et les Cours d'appel. L'augmentation des audiences liées aux conflits interfamiliaux, au fil des années, rend vulnérables les populations du Nord-Cameroun. Un cas assez illustratif est le conflit entre les fils de Alhadji Hamadou Dorofi, en cours de jugement à la cour d'appel de l'Adamaoua, à Ngaoundéré. Les enfants de l'un des plus grands éleveurs de bétail du Cameroun, de mères différentes sont en train de se livrer une bataille sans réserve aux tribunaux de Ngaoundéré sur les questions d'héritage³. Il apparaît clairement, que l'émiettement des biens à hériter et la mésentente entre les membres d'une même famille favorisent incontestablement la fragilité de cette famille et de la communauté toute entière.

De manière plus large, les conflits inter-ethniques autour des biens sont de plus en plus enregistrés. Le plus souvent, les champs des *Gbaya*, *Dii*, *Fali*, *Mouzgoum* ou *Mafa* entre autres sont détruits par les bœufs des peuls ou des Arabes-choa. En représailles, ces victimes assassinent les bœufs retrouvés dans lesdits champs et cela entraîne des conflits agro-pastoraux interminables qui affaiblissent l'économie locale et renforce la vulnérabilité. La résurgence du repli identitaire suite aux conflits inter-ethniques, cristallise la haine entre les différentes communautés qui se transmet de génération en génération. En plus, le complexe de supériorité et l'esprit de vengeance alimentent ce repli identitaire et par conséquent, ils renforcent la vulnérabilité sociétale au Nord-Cameroun. Par ailleurs, pour peu qu'une catastrophe naturelle survienne, des dégâts matériels et humains s'enregistrent en balayant rapidement toutes les mesures locales de riposte.

1.3. Les catastrophes naturelles

Les catastrophes naturelles enregistrées au Nord-Cameroun sont entre autres des inondations, des feux de brousses, la sécheresse et parfois la destruction des plantations par des oiseaux migrateurs ou des éléphants.

De prime abord, les inondations en saison des pluies constituent le véritable problème des populations septentrionales. Issues du changement climatique et surtout de l'incivisme des populations, ces inondations font des

refusent de jurer et leur responsabilité est très vite établie. Ils sont par la suite amenés à réparer les dommages qu'ils causent à autrui.

³ Aboubakar Bamanga Dorofi, cousin des ayants-droits, entretien du 21 mai 2022, à Ngaoundéré.

énormes dégâts. Le réchauffement climatique a pour conséquence la perturbation de la pluviométrie avec des fortes pluies inattendues à certains moments de l'année. Ce qui entraîne la modification du calendrier culturel et parfois la sous-production agricole. L'obstruction du passage d'eau suite au déversement des bouteilles plastiques et autres déchets ménagers dans les cours d'eau, occasionne régulièrement les inondations et la destruction des ouvrages de franchissement, même les plus robustes. Le pont sur le *Mayo Kaliyao* au quartier *Palar*, détruit en 2021 par les fortes pluies à Maroua, constitue un exemple parmi tant d'autres. La conséquence immédiate est la limitation significative de transport des personnes et de biens entre Maroua et toutes les autres localités du Nord et même du Tchad. En outre, ces inondations détruisent systématiquement les habitats précaires construits avec de la terre battue et du chaume. Elles sont plus prononcées dans les quartiers populaires et parfois en milieu rural entraînant parfois des pertes en vies humaines. Ces inondations font plus de dégâts dans les régions de l'Extrême-Nord et du Nord, le relief et la pédologie aidant. Les Départements du Mayo-Danay, du Logone et Chari, du Diamaré à l'Extrême-Nord et la Bénoué au Nord sont les plus affectés par ce phénomène. Les images suivantes illustrent à suffisance la vulnérabilité du cadre de vie des populations suite aux inondations :

Planche : Habitats vulnérables suite aux pluies à Nyamboya⁴ et à Yagoua⁵



Source : Augustin Huard, 2020



Source : Lamissia, 2020

L'observation des images de la planche prouve incontestablement le niveau de vulnérabilité des populations septentrionales dans leur milieu de vie. Il suffit d'une pluie torrentielle, aussi bien à l'Extrême-Nord qu'à l'extrême-sud

⁴ C'est une localité située dans l'arrondissement de Bankim, département du Mayo-Banyo, à la limite de la région de l'Adamaoua avec celle de l'Ouest.

⁵ Chef-lieu du département de Mayo-Danay. Il s'agit d'une image d'un quartier périphérique de la ville de Yagoua.

du Nord-Cameroun pour que les maisons en terre battue s'écroulent. Une fragilité qui mérite d'être prise au sérieux par les communautés elles-mêmes avant d'attendre des pouvoirs publics une certaine intervention, puisqu'elles sont les premières victimes.

Ensuite, ces inondations, accompagnées du non-respect des règles élémentaires d'hygiène environnementale produisent des flaques d'eau stagnantes occasionnant les gîtes de développement des moustiques, provoquant la recrudescence des maladies liées à l'eau et à l'insalubrité. A titre d'exemple, il y a, le paludisme, le choléra et même la bilharziose. Ces maladies comme elles ne sont généralement pas traitées, entraînent systématiquement les mortalités infanto-juvéniles sans oublier bien évidemment les accouchements à domicile qui aboutissent le plus souvent à la mortalité maternelle et néo-natale. Une situation qui se rapproche de celle du Nigeria selon Oshewelo lorsqu'il affirme que :

In terms of the human development index, Nigeria is ranked 158th of the 159 countries surveyed in 2005 (CIA, 2009). Using selected world development indicators, the life expectancy at birth in 2006 for male and female in Nigeria was 46 and 47 years, respectively. Between 2000 and 2007, 27.2 percent of children under five were malnourished.

(Segun Oshewelo, 2010, p.267).

Par ailleurs, le retour tardif des pluies après une longue saison sèche dans les régions de l'Extrême-Nord et du Nord particulièrement, entraîne une sécheresse aboutissant au retard des activités agricoles et la sous-production du maïs, du mil ou sorgho. La faible pluviométrie a un impact négatif sur la culture du *karal*⁶ en saison sèche. Il s'agit là des paramètres naturels qui sont de nature à conduire parfois à la famine générale et au recours à l'importation des produits de grande consommation tels que le riz, le poisson. Le déficit du solde de la balance commerciale avec l'importation des produits alimentaires se creuse progressivement laissant le pays dans une paupérisation incontrôlable. Les populations, dans ces conditions, travaillent pour subvenir à leurs besoins alimentaires et sanitaires.

En outre, le phénomène de feux de brousse est très récurrent surtout dans la Région de l'Adamaoua. Il s'agit pour les éleveurs de mettre du feu dans les herbes sèches de la brousse afin de susciter la repousse rapide des herbes fraîches. C'est ainsi que les animaux en pâturage libre, peuvent avoir de quoi se nourrir pendant une saison sèche qui dure généralement six (06) mois dans cette région.

⁶ Il s'agit en langue peulh, de l'espace âpreté pour la culture du mil en saison sèche. Cet espace a la particularité de la conservation souterraine de l'eau, ce qui favorise le développement de cette culture pendant la saison sèche.

Connaissant bien la conséquence néfaste de cette pratique sur l'écosystème, l'environnement, voire sur la vie de leurs bétails, ces éleveurs s'entêtent à la maintenir et même à la perpétuer. La destruction des espèces fauniques, de la flore et de la pédologie avec libération de gaz à effet de serre, après le passage des feux de brousse constitue un danger pour la planète.

Enfin, la vulnérabilité des populations du Cameroun septentrional est aussi issue de la destruction des plantations soit par des oiseaux ou insectes migrateurs soit par des cortèges d'éléphants. Une situation qui s'observe beaucoup plus à l'Extrême-Nord du pays. Généralement, ces animaux qui se déplacent en colonies, d'un pays à un autre à la recherche de mieux-être, dévastent à leur passage des champs de mil, maïs, sorgho et bien d'autres spéculations de cette partie du Cameroun. Les populations sont parfois impuissantes face à ce type de désastre. La conséquence immédiate et la sous-production et à moyen terme, la famine et la pauvreté. Une situation qui s'aggrave avec le phénomène d'insécurité rurale et même urbaine.

1.4. L'insécurité urbano-rurale

Plus la situation de vulnérabilité s'aggrave, plus une autre forme de menace voit le jour. C'est le grand banditisme qu'on observe en milieux rural et urbain. Le phénomène d'assassinat des personnes, la destruction ou le pillage de leurs biens par *Boko-Haram* à l'Extrême-Nord en est une parfaite illustration. *Boko-Haram* a recruté beaucoup de Camerounais qui étaient dans l'oisiveté et la pauvreté sans lendemain meilleur. Leur vulnérabilité leur donne une propension élevée à écouter les discours des radicaux qui leur proposent des sommes d'argent intéressantes afin d'accomplir parfois des tueries et des suicides pour un paradis assuré au nom de l'islam. La démission de beaucoup de Camerounais des rangs de *Boko-Haram*, qui rejoignent le Centre de Désarmement, de Démobilisation et de Réintégration de l'Extrême-Nord, basé à Mémé dans le Département de Mayo-Sava, renforce cette évidence. Dans les Régions de l'Adamaoua et du Nord à contrario, c'est le phénomène de prise d'otages, généralement des éleveurs plus nantis, pour réclamer à leurs familles des rançons colossales. En 2018, un *Alhadji* et chef d'un village a fait payer par ses enfants, une somme de 200 millions de FCFA pour être libéré des mains de ses ravisseurs. Le grand banditisme urbain quant à lui se traduit par les agressions à mains armées pour arracher les biens des nobles citoyens. Ce phénomène est plus récurrent dans la ville de Ngaoundéré, avec l'assassinat des moto-taximen en arrachant leurs motos avec l'aide des armes de fabrication locale tel que le

« marteau-tueur »⁷. Le cambriolage des domiciles, des lieux de service ou des commerces, afin de dévaliser ces endroits prisés, est une autre forme de banditisme permanemment mise en œuvre par les hors-la-loi des principales villes du Nord-Cameroun. Le degré de vulnérabilité des populations du Nord-Cameroun est à l'origine parfois des comportements inhumains et déviants, surtout des jeunes à la recherche du bien-être matériel à tous les prix.

2. La résilience socioéconomique au Nord-Cameroun

Le sombre tableau de la vulnérabilité des régions septentrionales du Cameroun qui vient d'être présenté peut avoir une coloration positive à travers la conjugaison des efforts des pouvoirs publics en matière de renforcement significatif du volume et de la qualité des investissements publics tout en assurant efficacement la sécurité des personnes et des biens, l'accroissement des interventions des organismes à caractère humanitaire et philanthropique, l'accélération de la décentralisation et le dynamisme constructif dans une honnêteté inaltérable des populations concernées.

2.1. Les interventions communautaires

En situation des difficultés ou de vulnérabilité, les populations ont l'obligation d'œuvrer même dans la débrouillardise afin de survivre. C'est ce que les populations septentrionales essayent de faire pour subvenir à leurs besoins les plus élémentaires. Les activités mises en œuvre dans ce cadre tournent autour de celles génératrices de revenu relevant beaucoup plus de l'informel, du renforcement du communautarisme primaire et de la lutte contre l'insécurité.

- Le développement des AGR relevant de l'informel

Les activités génératrices de revenu exercées par plus de 90% des populations au Nord-Cameroun relèvent de l'informel. Il s'agit entre autres du petit commerce, de l'agriculture, des cultures maraîchères, de subsistance, de l'élevage, de la pisciculture, de l'apiculture, de transport par taxi ou mototaxi, de la couture, de la mécanique auto-moto ou encore des activités des castes. Au Nord-Cameroun, plusieurs castes sont en activité, à l'instar de celles des forgerons, des chasseurs, des bouchers, des coiffeurs traditionnels et des tailleurs d'ongle. Toutes ces activités sont exercées dans la débrouillardise à travers un

⁷ Un marteau-tueur est une ingéniosité maléfique fabriquée par des soudeurs qui fixent un clou sur le bout plat d'un marteau et le bout pointu devient l'arme fatale utilisée pour arracher les motos à Ngaoundéré. Le spécimen de cette arme se trouve dans les commissariats ou les brigades de gendarmerie de la ville.

apprentissage dans le tas. Par conséquent, le faible revenu généré par ces AGR ne permet pas à leurs acteurs d'épargner et d'investir dans celles ayant une propension de revenus plus élevés afin de changer radicalement leur classe sociale. Ils vivent ainsi dans une dépendance permanente tout en réduisant quand même leur vulnérabilité. C'est pour cette raison que « *Les emplois créés par ces groupes sociaux ne procurent pas des revenus subséquents à leurs acteurs, par conséquent les maintiennent dans une dépendance permanente, un travail sans répit et sans retraite* » (Amadou Bello, 2020, p.132). En plus des activités génératrices de revenu, les populations s'organisent en mettant en œuvre un communautarisme primaire renforçant leur solidarité afin de réduire leur vulnérabilité.

- Le renforcement du communautarisme primaire

Le communautarisme primaire au Nord-Cameroun est un mode de vie sociétal devenu presque obligatoire. Il relève de la participation aux *habbodés*⁸, *indéri*⁹, Comité de Développement des Quartiers et Villages, associations à but non lucratif, coopératives, etc. La vie en société est une forme de résilience observée par la classe sociale de bas de l'échelle. Le fait d'être assisté en cas de bonheur (mariage ou naissance) ou de malheur (décès d'un membre de sa famille, accident, perte des biens matériels, etc.) donne l'impression au concerné de réduire son incapacité à faire face à ces sollicitudes. D'où l'instauration de ce code de conduite qui finalement s'est imposé à tout le monde selon l'adage « l'union fait la force ». Les morceaux de savon, les vêtements pour bébé et bien d'autres commodités que les proches et connaissances offrent aux parents qui reçoivent un nouveau-né, réduisent leur incapacité à prendre en charge efficacement cette dépense incompressible, d'où la réduction significative de leur vulnérabilité financière. Ceux qui n'agissent pas pour les autres sont abandonnés à leur sort en cas d'enregistrement d'un événement de cette nature. Ainsi, on assiste à la systématisation de cette solidarité contraignante.

- L'organisation communautaire contre l'insécurité

Pour combattre efficacement et durablement l'insécurité urbaine et rurale, l'organisation des populations en comités de vigilance est déterminante. À l'Extrême-Nord par exemple, le Gouverneur Midjiyawa Bakary, avec l'aide des forces de défense et de sécurité, a pu mettre en place des comités de vigilance au

⁸ La célébration religieuse du mariage est appelée *habbodé* en langue peulh.

⁹ Il s'agit d'une appellation en langue peulh de ce qui peut s'apparenter à un baptême, généralement organisé le septième jour de la naissance d'un nouveau-né afin de lui donner un nom et de le bénir islamiquement.

niveau des localités Ouest, frontalières avec le Nigeria afin de renforcer la lutte contre *Boko-Haram*. Il y a lieu de préciser que les seuls efforts des forces de défense et de sécurité ne sont pas suffisants pour venir à bout de cette nébuleuse. Il faut y ajouter l'apport des communautés locales en termes de renseignement et d'organisation en comités de vigilance. Les résultats y relatifs sont encourageants, au regard de la réduction des attaques perpétrées par cette secte islamiste. En matière de lutte contre l'insécurité transfrontalière qui menace l'économie locale, la mutualisation des équipements et des interventions militaires des pays touchés par le phénomène *Boko-Haram*, « *la coopération en matière de sécurité est la solution au grand banditisme transnational* » (Saibou Issa 010, p.263). Une telle stratégie a produit des résultats satisfaisants. C'est ainsi qu'en 2022, ces attaques se limitent à des rares incursions sporadiques sans grand succès comme celles des années antérieures. Il en est de même de ce qui est observé dans le Département de Mayo-Banyo, où aucune prise d'otage n'a été enregistrée depuis le début de *kidnapping* contre rançon dans la Région de l'Adamaoua, du fait de l'organisation des populations en comités de vigilance et l'alerte systématique des autorités en cas de la présence des personnes suspectes. Ces exemples positifs sont à copier par les autres localités sous menace afin d'instaurer définitivement la sécurité gage de réussite de la mise en œuvre des programmes et projets.

2.2. *L'accompagnement des programmes et projets*

Les programmes et projets en cours d'implémentation en 2021 dans les régions septentrionales dont les interventions sont à saluer, participent efficacement à la réduction de la vulnérabilité des populations. Plus nombreux à l'Extrême-Nord, ces programmes sont entre autres, la Mission de Développement des Monts Mandara (MIDIMA) ; le Projet d'Urgence de Lutte Contre les Inondations (PULCI) à Yagoua qui se déploie pour limiter les inondations à travers le renforcement de la digue de Maga qui s'est effondrée il y a quelques années ; le Programme d'Amélioration et de la Compétitivité des Exploitations Familiales Agropastorales (ACEFA) ; le Programme de Développement de l'Élevage (PRODEL) ; Le Projet Filets Sociaux qui fait des transferts monétaires directs aux ménages les plus pauvres identifiés dans une localité ; le Programme National de Développement Participatif (PNDP) ou encore le Projet d'Investissement et de Développement des Marchés Agricoles (PIDMA). Les agences des nations unies, dans la même logique de réduction des disparités communautaires, apportent leurs appuis aux côtés du gouvernement pour que les populations ressentent de moins en moins leur fragilité. Il s'agit à titre d'illustration du Fonds des Nations Unies pour l'Enfance (Unicef) ; du Haut-

Commissariat des nations unies pour les Réfugiés (HCR) ou encore du Programme Alimentaire Mondial (PAM) qui prennent en charge les réfugiés dans les camps de Minawawo à l'Extrême-Nord, de Ngam et de Borgop dans l'Adamaoua. Au Nigeria, l'intervention des pouvoirs publics en matière de lutte contre la vulnérabilité a consisté au renforcement des activités en milieu rural considéré pauvre conformément à cette déclaration :

Successive Nigerian governments have sought to address the challenge posed by poverty by focusing on rural development, such as improving the access of farmers and rural producers to credit, and encouraging the development of small and medium-scale enterprises.

(ActionAidNigeria, 2015, p.25).

Une telle stratégie de renforcement ou d'accroissement des interventions en faveur du milieu rural est similaire à celles implémentées au Nord-Cameroun à travers les programmes et projets, et les organismes humanitaires. Le Programme de Développement de l'Élevage en abrégé PRODEL par exemple est à vocation purement rurale et au profit des éleveurs. Pour faciliter l'accès au crédit, PRODEL octroie sa subvention avec l'accompagnement des établissements de microfinance qui s'élève à 60% du coût global de projet pouvant aller jusqu'à 70.000.000 de FCFA. Le promoteur ou la structure bénéficiaire contribue à hauteur de 10% déposés dans un compte ouvert généralement dans les livres du Crédit du Sahel qui lui, apporte 30% sous forme de crédit remboursable à taux réduit¹⁰.

La multiplicité des organismes à caractère humanitaire et philanthropique et la persistance de la pauvreté dans les régions septentrionales du Cameroun, alimentent les instances des débats intellectuels dans le but de rendre plus efficaces leurs interventions. L'on constate que ces interventions ne sont ni suffisantes ni très efficaces. Il faut y adjoindre les investissements publics pour une résilience durable au regard des défis.

2.3. Les investissements publics

Pour l'amélioration du cadre et des conditions de vie de populations d'un pays ou d'une localité, les pouvoirs publics procèdent par l'inscription dans le budget de l'État, des projets réputés matures¹¹ assortis de leurs montants pour

¹⁰ Mohaman Lamine, éleveur du bétail, bénéficiaire de la subvention du PRODEL, entretien du 10 janvier 2020 à Ngaoundéré.

¹¹ La maturation au Cameroun est encadrée par le Décret du Premier Ministre N° 2018/4992/PM du 21 juin 2018 fixant les règles régissant le processus de maturation des projets d'investissement publics.

être exécutés l'année suivante ou à moyen terme¹². Les investissements publics dont les populations des régions septentrionales ont besoin, concernent particulièrement la disponibilisation de l'eau potable surtout en milieu rural et urbain, la construction et l'équipement des formations sanitaires et des écoles, la réhabilitation des routes et l'amélioration de l'offre en énergie électrique. La vulgarisation de l'énergie électrique qui contribue à développer sans coupure, les activités génératrices de revenu à l'instar de la couture, de la coiffure, de la soudure, du *call-box* et aussi et surtout de l'industrie. L'énergie électrique est fondamentale dans la création d'emploi pour la catégorie de la population qui n'a pas eu le privilège d'aller loin dans l'éducation. À Bini à Warak, un barrage hydro-électrique est en train d'être construit par l'État du Cameroun. À terme, ce projet salutaire permettra d'avoir de l'électricité de manière permanente dans toute la partie septentrionale y compris certaines régions du Tchad et même du Nigeria. Il restera uniquement le problème de transport de l'énergie qui sera certainement résolu par la Société Nationale de Transport d'Énergie Électrique (SONATREL). En outre, l'eau potable dans les régions du Nord et de l'Extrême-Nord est très rare en milieu rural pendant la saison sèche. Le renforcement des investissements publics dans ce domaine à l'effet de la rendre disponible est plus qu'un impératif afin de renverser durablement la pauvreté engendrée par son absence.

Sur tout autre aspect, le bitumage des routes principales et secondaires reliant les chefs-lieux des régions aux départements et même au-delà, tout en agrandissant par un axe de deux voies bitumées, la route nationale numéro 1 qui relie les villes de Ngaoundéré-Garoua-Maroua et Kousséri, réduira les accidents destructeurs de la route. Le désenclavement des bassins de production à travers les constructions des nouvelles et la réhabilitation d'anciennes routes rurales est un autre défi à relever. La réhabilitation approximative du tronçon Ngaoundéré-Garoua, ne résout pratiquement pas le problème de mauvais état de route. La route moderne permet d'éviter les accidents avec dégâts matériels et humains qu'ils produisent. Ainsi, le taux de pauvreté mécanisé par les « routes tueuses » au Nord-Cameroun pourra être progressivement positif.

Le renforcement de la construction et de l'équipement des formations sanitaires et des écoles, dans le respect des critères de l'Organisation Mondiale de la Santé (OMS) et de l'Organisation des Nations Unies pour l'Éducation, la

¹² Le moyen terme ici couvre une période de trois ans. Il s'agit d'une considération prévue à partir du régime financier de l'État de 2007 annonçant le budget programme qui est définitivement entré en vigueur en 2012. C'est un privilège accordé aux projets d'envergure nécessitant plus de temps d'exécution que les simples projets pouvant être réalisés dans l'année budgétaire. L'abandon des projets ou les malfaçons sont ainsi réduits avec ces dispositions réglementaires.

Science et la Culture (UNESCO)¹³, à travers des investissements publics efficaces, permet d'avoir des citoyens bien formés et en bonne santé capables de lutter professionnellement contre la pauvreté et d'impulser le développement durable. Le savoir et la santé sont considérés comme étant le socle de la croissance et de l'épanouissement individuel et collectif. Contrairement au postulat des économistes classiques et néo-classiques sur la théorie de l'offre et de la demande, et de l'équilibre du marché en situation de concurrence pure et parfaite (Adam Smith, 1776), contribuant à l'autorégulation économique de manière naturelle, le courant keynésien estime que l'État doit toujours intervenir en situation de difficultés comme c'est le cas avec la vulnérabilité au Nord-Cameroun, afin de ramener les choses à la normale (Keynes, 1969, p.224). C'est ce que John M. Keynes appelle « l'interventionnisme de l'État ». Le tableau suivant présente les dotations budgétaires de l'État en termes d'investissement public au profit des trois (03) régions du Cameroun de 2014 à 2020 en FCFA et en crédit de paiement¹⁴.

Tableau 2 : Enveloppe budgétaire d'investissement public au Cameroun de 2014 à 2020

Année	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	TOTAL
Région								
Adamaoua	14148074	14552719	5862613	20658157	23113323	25844362	59417374	163596622
Extrême-Nord	16723500	36977630	14752630	52628521	28349780	30943457	33433051	213808569
Nord	12193841	12186525	8872645	29480809	38328569	28090623	40240332	169393344

Conception et réalisation : Amadou Bello.

Source : Journaux de projets 2014-2020, MINEPAT.

De la lecture du tableau 2, se dégagent au moins deux constats. Le 1^{er} est relatif à l'existence d'une dotation en investissement chaque année et pour toutes les trois (03) régions et en milliards de FCFA. Le deuxième constat est la faible variation des dotations à l'intérieur de chaque région sur une période de sept ans avec une supériorité de la Région de l'Extrême-Nord. Le niveau de vulnérabilité

¹³ Abdoul-Wahabou, Médecin de santé publique, en service à l'hôpital régional de Ngaoundéré, entretien du 13 août 2020. Selon lui, les normes de l'OMS sont : 23 médecins, infirmières et sages-femmes pour 10.000 personnes et une formation sanitaire pour 5.000 à 10.000 personnes. Pour ce qui est de l'UNESCO, il faut un enseignant pour 60 apprenants.

¹⁴ Le crédit de paiement est l'enveloppe annuelle d'une dépense. Il s'agit du jargon utilisé dans le cadre du budget programme entré en vigueur depuis 2012 au Cameroun conformément au Régime Financier de l'État de la même année.

plus élevé à l'Extrême-Nord explique en partie, cette dotation plus importante par rapport aux deux (02) autres régions. L'État cherche régulièrement à réduire les disparités entre les classes sociales en investissant plus là où les fragilités sont accrues. On a l'impression que pour les trois régions septentrionales, l'inexistence des projets structurants, à l'exception de celui de construction du barrage hydroélectrique de Bini à Warack, dont les travaux sont d'une lenteur inquiétante, confirme globalement le faible volume d'investissement public comparativement aux régions méridionales du pays où le niveau de vie est plus élevé. Ce qui justifie encore une fois la vulnérabilité desdites régions. Pour une visibilité plus significative, le gouvernement gagnerait à doubler le budget d'investissement au profit des régions septentrionales afin de supprimer la différence qui existe entre elles et celles du grand Sud. En plus, la vulnérabilité est plus accentuée quand moins de 60% desdites dotations sont effectivement investis pour exécuter les différents projets au Nord-Cameroun¹⁵. Le Délégué Régional du ministère en charge des investissements publics pour la région du Nord, explique en précisant que 19,25% de l'enveloppe sont réservés au paiement de la Taxe sur la valeur ajoutée (TVA), 5,5% ou 7% selon le régime d'imposition de l'entreprise adjudicataire sont retenus à la source au titre de l'Impôt sur le Revenu des Personnes Physiques et Morales, 2 à 5% pour l'enregistrement fiscal, 20% de bénéfice fiscal devant bénéficier l'entreprise sans oublier bien évidemment, les pourboires à verser à chaque étape de traitement des dossiers de paiement¹⁶.

Conclusion

En définitive, il a été question de montrer comment les populations du Cameroun septentrional parviennent à vivre dans des conditions de vulnérabilité aux fondements multiples et variés. La faillite et la pauvreté due ; les conflits interfamiliaux et inter-ethniques issus de la compétition sur les ressources naturelles telles que les terres, de plus en plus rares ; les catastrophes naturelles avec emphase sur les inondations ; l'insécurité aussi bien en milieu rural qu'en milieu urbain avec les attaques de *Boko-Haram* à l'Extrême-Nord ; les prises d'otages contre rançon dans les régions de l'Adamaoua et du Nord, constituent les résultats saillants auxquels cette étude est parvenue.

Face à cette vulnérabilité destructrice, une certaine résilience est implémentée afin d'éviter de sombrer dans une paupérisation irréversible. Il

¹⁵ Bernard Piti, Délégué Régional du ministère en charge des investissements publics pour la région du Nord, entretien du 18 août 2020, à Garoua.

¹⁶ Bernard Piti, Délégué Régional du ministère en charge des investissements publics pour la région du Nord, entretien du 18 août 2020, à Garoua.

s'agit des actions concrètes mises en œuvre aussi bien par les populations locales elles-mêmes (à travers les activités génératrices de revenu, le communautarisme primaire et l'autodéfense en comités de vigilance pour essayer de contrecarrer le phénomène d'insécurité) que par les autres acteurs. Dans la même logique, les programmes, projets et organismes à caractère humanitaire, à l'instar de PULCI, PNDP, ACEFA, PRODEL, FILETS SOCIAUX, HCR, UNICEF et bien d'autres, apportent leurs contributions aux côtés des pouvoirs publics pour réduire significativement la souffrance des populations septentrionales. Leurs interventions tournent autour des constructions des infrastructures sociales notamment des salles de classe et leurs équipements, les transferts monétaires directs aux ménages les plus pauvres, la lutte contre l'insécurité et les catastrophes naturelles, l'encadrement des enfants et des réfugiés entre autres. À travers les investissements publics, les pouvoirs publics apportent aussi une réponse aux exigences sociétales par la construction, la réhabilitation des infrastructures routières, scolaires, sanitaires et administratives. Les travaux de réfection de la route Ngaoundéré - Garoua et Maroua - Mora - Dabanga - Kousséri et la digue de Maga, peuvent servir d'illustrations. Toutefois, ces efforts consentis par différentes instances sociales et administratives méritent davantage d'être valorisés pour rattraper le gap qui existe entre les parties méridionale et septentrionale.

Sources et références bibliographiques

Archives non classées du Ministère de l'Économie, de la Planification et de l'Aménagement du Territoire, Yaoundé

Constitution de 18 janvier 1996.

Décret N° 2018/4992/PM du 21 juin 2018 fixant les règles régissant le processus de maturation des projets d'investissement publics.

Document de Stratégie pour la Croissance et l'Emploi.

Journaux de projets des exercices 2014 à 2020.

Ouvrages

ADAM Smith. 1776. *Recherches sur la nature et les causes de la richesse des nations*, Paris, Gallimard-Flamarion.

KEYNES John Maynard. 1969. *Théorie générale de l'emploi, de l'intérêt et de la monnaie*, Paris, Payot.

MICHALON Thierry. 1984. *Quel État pour l'Afrique ?* Paris, Harmattan.

SAIBOU Issa. 2010. *Les coupeurs de route : Histoire du banditisme rural et transfrontalier dans le bassin du lac Tchad*, Paris, Karthala.

Thèse

Amadou Bello. 2018. « Les stratégies de pérennisation des firmes industrielles privées au Nord-Cameroun (1933-2014), Thèse de Doctorat/Ph.D en Histoire économique et sociale, Université de Ngaoundéré.

Articles de revues

Amadou Bello. 2020. « Facteurs et manifestation de la pauvreté au Nord-Cameroun », annales de la Faculté des Arts, Lettres et Sciences Humaines de l'Université de Ngaoundéré, vol XIX, Yaoundé, Monange.

CHIMERE Iheonu O., URAMA Natahanuel. E., 2019, « Addressing poverty challenges in Nigeria », Afriheritage Policy Brief, N° 21, Enugu.

IDRISSOU Alioum, 2016, « Les acteurs du secteur informel en Afrique : nouvelles figures, économie de la solidarité et transformations socio-urbaines au Cameroun »,

LEONE Frédéric. 2006. « La vulnérabilité, un concept fondamental au cœur des méthodes d'évaluation des risques naturels », *La vulnérabilité des sociétés et des territoires face aux menaces naturelles. Analyses géographiques – Géorisques*, Edition : Publications de l'Université Paul-Valéry-Montpellier 3, pp. 9 – 25.

MEBADA Joël. 2018. « La pauvreté des ménages et bien-être individuel au Cameroun, une analyse spatiale et régionale du phénomène », halshs-01895269, pp. 1 – 20.

MOTAZE Akam. 2018. « Développement local, décentralisation, et gouvernance démocratique au Nord-Cameroun », annales de la Faculté des Arts, Lettres et Sciences Humaines de l'Université de Ngaoundéré, vol VXIII, Paris, Harmattan.

ORIS Michel. 2017. « Les populations vulnérables, Actes du XVIe colloque national de démographie », Université de Genève, p. 12.

SEGUN Osewolo. 2010. « Galloping poverty in Nigeria: an appraisal of government interventionist policies », *Journal of sustainable development in Africa*, vol. 12, N° 6, Clarion University of Pennsylvania.

Rapport

ActionAidNigeria, 2015, *Corruption and poverty in Nigeria: a report*, Abuja, ActionAidNigeria.

Institut National de la Statistique, 2002, *Rapport principal de la 2^e Enquête Camerounaise Auprès des Ménages (ECAM2), Conditions de vie des populations et profil de pauvreté au Cameroun en 2001.*

Institut National de la Statistique, 2015, Rapport de la 4^e Enquête Camerounaise Auprès des Ménages (ECAM4), Tendances et profil de pauvreté au Cameroun entre 2001 et 2014.

Sources orales

Abdoul-Wahab, ancien DG de SOCATOL, entretien du 18 juin 2022 à Ngaoundéré.

Abdoul-Wahabou, Médecin de santé publique, en service à l'hôpital régional de Ngaoundéré, entretien du 13 août 2020 à Ngaoundéré.

Aboubakar Bamanga Dorofi, cousin des ayants-droits, entretien du 21 mai 2022, à Ngaoundéré.

Bernard Piti, Délégué Régional du ministère en charge des investissements publics pour la Région du Nord, entretien du 18 août 2020, à Garoua.

Mohaman Lamine, éleveur du bétail, bénéficiaire de la subvention du PRODEL, entretien du 10 janvier 2020 à Ngaoundéré.